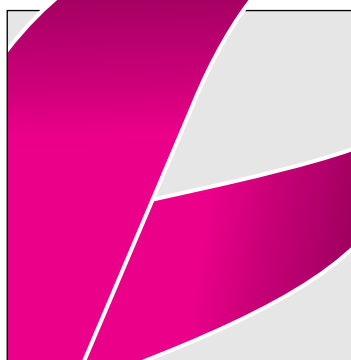


Mettre à profit les connaissances :

Les réseaux de ressources techniques pour agir efficacement sur le VIH/SIDA



Collection Meilleures Pratiques de l'ONUSIDA
OUTILS FONDAMENTAUX

Remerciements

Ce document a été écrit par Olusoji Adeyi, avec le concours de David Bridger, Paul Deany, Richard Delate, Robert Hecht et Sara Kim. Des commentaires sur les avant-projets ont été reçus de la part de Krittayawan Boonto, Laura Borden, Clement Chan Kam, Philippe Gasquet, Bunmi Makinwa, Meskerem Grunitzy-Bekele, As Sy et Werisit Sittitrai.

ONUSIDA/01.26F (version française, avril 2001)
ISBN 92-9173-027-0

Version originale anglaise, UNAIDS/00.47E, décembre 2000 :
Putting knowledge to work : Technical Resource Networks for effective responses to HIV/AIDS
Traduction - ONUSIDA

© Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA) 2001. Tous droits de reproduction réservés.

Ce document, qui n'est pas une publication officielle de l'ONUSIDA, peut être librement commenté, cité, reproduit ou traduit, partiellement ou en totalité, à condition de mentionner la source. Il ne saurait cependant être vendu ni utilisé à des fins commerciales sans l'accord préalable, écrit, de l'ONUSIDA (contacter le Centre d'Information de l'ONUSIDA).

Les prises de position exprimées par les auteurs cités dans le document n'engagent que la responsabilité de ces auteurs.

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'ONUSIDA aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

La mention de firmes et de produits commerciaux n'implique pas que ces firmes et produits commerciaux sont agréés ou recommandés par l'ONUSIDA, de préférence à d'autres.

Sauf erreur ou omission, une majuscule initiale indique qu'il s'agit d'un nom déposé.

Mettre à profit les connaissances : Les réseaux de ressources techniques pour agir efficacement sur le VIH/SIDA



Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA

ONUSIDA

UNICEF • PNUD • FNUAP • PNUCID
UNESCO • OMS • BANQUE MONDIALE

ONUSIDA
Genève, Suisse
Avril 2001

Table des matières

Acronymes et abréviations	3
Résumé	4
1. Introduction	5
1.1. De quoi traite ce document ?	5
1.2. A qui s'adresse-t-il ?	6
1.3. Comment est-il organisé ?	6
2. Concepts fondamentaux	7
2.1. Définitions	7
2.2. Types de réseaux de ressources techniques	7
2.3. Logique de la création de réseaux	8
3. Que font les réseaux sur le VIH/SIDA ?	10
3.1. Fonctions essentielles	10
3.2. Les RRT et la gestion des connaissances : la pratique en matière de 'meilleures pratiques'	12
4. Mise en place et gestion des réseaux	14
4.1. Formation, financement et gestion	14
4.2. Enjeux	15
4.3. Technologie de l'information et RRT	17
5. Plan d'action	21
Références	23

Acronymes et abréviations

AAIN	Réseau asiatique d'information sur le SIDA
ACDI	Agence canadienne pour le Développement international
AF-AIDS	Forum électronique régional sur le SIDA en Afrique subsaharienne (anglophone)
AHRN	Réseau asiatique de réduction des risques
ANASE	Association des Nations de l'Asie du Sud-Est
APICT	Equipe interpays de l'ONUSIDA pour l'Asie et le Pacifique
CPP	Conseillers de Programme (ONUSIDA) dans les Pays
GLAMS	Réseau latino-américain sur les femmes et le SIDA
IAEN	Réseau international sur l'économie du SIDA
ICASO	Réseau international d'organismes d'entraide et de lutte contre le SIDA
ICT	Equipes interpays de l'ONUSIDA
ICT/ESA	Equipe interpays de l'ONUSIDA pour l'Afrique orientale et australe
IST	Infections sexuellement transmissibles
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA
PPTTE	Pays pauvres très endettés
PVS	Personnes vivant avec le VIH/SIDA
RATN	Réseau régional de formation sur le SIDA
REDPES	Réseau latino-américain sur le SIDA et la planification stratégique
RRT	Réseau de ressources techniques
SAFAIDS	Service de diffusion de l'information SIDA en Afrique australe
SAFCO	Forum électronique régional sur le SIDA en Afrique subsaharienne (francophone)
SEA-AIDS	Forum électronique régional sur le SIDA en Asie du Sud-Est et dans le Pacifique
SEAL	Réseau latino-américain sur le SIDA et l'économie
SIDALAC	Initiative régionale sur le VIH/SIDA pour l'Amérique latine et les Caraïbes
TME	Transmission de la mère à l'enfant
UE	Union européenne

Résumé

Le présent document propose des orientations aux praticiens qui souhaitent améliorer leurs compétences en matière de constitution de réseaux afin d'accroître l'efficacité des programmes sur le VIH/SIDA, ainsi qu'aux groupes de praticiens qui tentent de constituer des réseaux techniques sur le SIDA dans des domaines géographiques ou thématiques particuliers. La complexité et l'ampleur de l'épidémie de VIH/SIDA ont engendré plusieurs programmes visant à modifier le cours de l'épidémie. On observe des variations considérables dans la portée, la qualité technique et l'efficacité de ces programmes. Si les actions relativement fructueuses ont été documentées de diverses façons (y compris par la collection des 'meilleures pratiques'), l'adaptation de ces réussites a été lente et inégale. Les Réseaux de ressources techniques (RRT) sont un moyen d'accélérer la diffusion des ripostes efficaces contre le VIH/SIDA d'une manière professionnelle et systématique. Ils sont composés de groupes d'individus, de communautés, d'institutions ou de gouvernements qui avancent ensemble vers un même but : combattre le SIDA.

Les réseaux contribuent à renforcer la capacité technique locale, à élargir le plaidoyer aux niveaux national et régional, à partager l'information, à consolider le soutien entre les pairs et à faciliter les actions collectives. En améliorant la connaissance, en apportant un soutien, en développant les capacités et en partageant des approches expérimentées ailleurs, ces réseaux peuvent renforcer les efforts de prévention du VIH sur le terrain et influencer sur l'élaboration des politiques aux niveaux régional et national. L'ONUSIDA soutient ces efforts par des fonds et par une collaboration technique visant à améliorer la capacité institutionnelle des pays et des sous-régions participants.

A court terme, l'ONUSIDA maintiendra son soutien à la constitution de réseaux en appliquant des stratégies agissant en synergie, notamment : l'élaboration de matériels de référence, l'élargissement de la base de connaissances, la création de nouveaux réseaux sur des thèmes prioritaires, et l'amélioration de la communication entre les réseaux.

1. Introduction

1.1. De quoi traite ce document ?

Ce document examine l'importance des Réseaux de ressources techniques (RRT) dans la riposte au VIH/SIDA et définit un plan d'action pour un développement rapide de ces réseaux. Les programmes et projets de lutte contre l'épidémie de VIH/SIDA se sont multipliés au fur et à mesure de sa propagation. Certes, il existe des zones d'excellence en matière de recherche et d'efficacité des programmes, mais elles sont beaucoup moins nombreuses que les actions peu efficaces qui auraient beaucoup à apprendre de ces réussites. Parmi les pays à faible et moyen revenus, les programmes de la Thaïlande, du Sénégal et de l'Ouganda sont souvent cités comme des exemples de succès à grande échelle pour freiner la propagation du VIH. Dans d'autres endroits, des programmes de petite envergure se sont révélés des réussites étonnantes, p. ex. en matière d'éducation par les pairs, de promotion du préservatif et de traitement des infections sexuellement transmissibles (IST) parmi les professionnel(le)s du sexe à Nairobi. Mais généralement, les individus et les groupes travaillent trop souvent dans l'isolement sur des problèmes similaires. Il est réellement nécessaire de faire un meilleur usage des expériences positives réalisées contre le VIH/SIDA, afin d'élargir le fonds de connaissances et de le partager plus efficacement et plus activement. Dans ce contexte, les RRT deviennent, toujours davantage, des mécanismes communs de renforcement et de dynamisation des ripostes nationales au VIH/SIDA.

Ce document présente un cadre illustratif permettant de comprendre comment la mise en réseaux et les réseaux eux-mêmes ajoutent de la valeur aux activités sur le VIH/SIDA. Il sera le premier volume d'une série prévue de publications sur la mise en réseaux. Les publications suivantes seront axées sur l'étude de réseaux particuliers et sur les outils permettant la mise en réseaux.

Encadré 1. Questions clés traitées dans ce document

- Que sont les Réseaux de ressources techniques (RRT) ?
- Quelles réalisations les RRT peuvent-ils contribuer à concrétiser ?
- Comment lancer et entretenir des RRT ?
- Comment l'ONUSIDA soutient-il les RRT ?
- Quels rôles les RRT joueront-ils à l'avenir dans la riposte au VIH/SIDA ?

1.2. A qui s'adresse-t'il ?

Ce document constitue un guide de **création de réseaux** efficaces, à l'intention des personnes et des institutions participant à des programmes destinés à inverser le cours de l'épidémie de VIH/SIDA. Il s'adresse aux directeurs de programmes, aux animateurs de réseaux et aux autres personnes s'intéressant à l'élargissement de la riposte au VIH/SIDA, dont les Coparrainants de l'ONUSIDA, les organisations non gouvernementales, les organisations bilatérales et les institutions multilatérales.

1.3. Comment est-il organisé ?

Suite à cette introduction, le chapitre 2 couvre les concepts fondamentaux, notamment les définitions et une typologie des RRT. Le chapitre 3 porte sur le fondement stratégique de la constitution de réseaux. Dans le chapitre 4 se trouvent des notes pratiques concernant la création et la gestion des réseaux. En conclusion, le chapitre 5 présente un plan d'action pour le développement rapide de réseaux efficaces contre le VIH/SIDA.

2. Concepts fondamentaux

2.1. Définitions

Les réseaux de ressources techniques sont des groupes d'individus issus de communautés, d'institutions privées et de pouvoirs publics qui avancent ensemble vers un objectif commun : atteindre les buts fixés et améliorer la performance des programmes soutenus par les membres du réseau. Les réseaux peuvent fonctionner aux niveaux mondial, régional, ou national. Le terme de 'réseau' est de plus en plus utilisé pour décrire un éventail de coalitions et d'organisations œuvrant ensemble dans le domaine du VIH/SIDA. Ces réseaux peuvent aller des cellules de réflexion spécialisées sur divers aspects de l'épidémie aux réseaux régionaux de soutien qui relient les individus et les programmes dont les enjeux sont les mêmes.

Encadré 2. Caractéristiques des réseaux de ressources techniques

- Buts et intérêts communs
- Membres (individus, projets, programmes, institutions de recherche)
- Régularité des communications
- Accent sur un problème et/ou une région spécifiques
- Mécanisme de coordination (secrétariat, comité de gestion)
- Plan de travail et budget de fonctionnement communs

Constituer des réseaux, c'est prendre des contacts et encourager l'échange réciproque d'information, les réunions et la collaboration volontaire. La création de réseaux devrait encourager et faciliter l'autonomie des collègues et non pas renforcer les associations de dépendance (Starkey, 1997).

2.2. Types de réseaux de ressources techniques

Les RRT existent sous des formes diverses et pour toutes sortes de raisons. Par exemple, un réseau peut couvrir un thème particulier et une région géographique particulière, comme le fait le nouveau Réseau de planification stratégique sur le SIDA en Afrique occidentale et centrale. Les réseaux peuvent être classés en fonction de leur portée géographique, de leur axe thématique ou des critères de sélection de leurs membres.

Portée géographique. Les réseaux peuvent se situer aux niveaux mondial, régional, sous-régional ou national. En 1999, le Secrétariat de l'ONUSIDA a examiné un échantillon de 52 réseaux soutenus par l'ONUSIDA (ONUSIDA, 1999). Les résultats ont montré que 23 réseaux (44,2%) se situaient au niveau mondial ; 25 réseaux (48,1%) au niveau régional ; 3 réseaux (5,8%) au niveau sous-régional ; et 1 réseau (1,9%) à l'échelon du pays.

Réseaux thématiques. Ces réseaux s'occupent généralement d'un seul sujet ou groupe de sujets. Il peut s'agir des disciplines de base qui soutiennent les actions contre le VIH/SIDA

— par exemple, le Réseau international sur l'économie du SIDA (IAEN) et le Groupe de référence mondial sur l'estimation et la modélisation du VIH/SIDA et son impact. D'autres regroupent des personnes qui travaillent dans le domaine de la prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant ou de l'accès aux produits pharmaceutiques. Certains RRT sont orientés sur l'amélioration des compétences pratiques et/ou le renforcement des capacités dans des disciplines particulières. Tel est le cas du Réseau régional de formation sur le SIDA basé en Afrique et du Réseau asiatique de réduction des risques (Asian Harm Reduction Network). Certains réseaux ont été principalement créés afin d'échanger les méthodes et les derniers résultats de la recherche dans le domaine du VIH/SIDA. Parmi ces réseaux se trouvent le Groupe de référence mondial sur l'estimation et la modélisation du VIH/SIDA et son impact, le Réseau de surveillance de la pandémie de SIDA et le Réseau pour l'isolement et la caractérisation du VIH. Six des réseaux examinés par l'ONUSIDA représentent des groupes de travail interinstitutions dont la fréquence des réunions et l'intensité des activités sont variables.

Membres. Certains réseaux sont exclusifs alors que d'autres sont ouverts à tous. Les réseaux exclusifs sont généralement axés sur des domaines techniques intéressant un petit nombre de spécialistes. Le Groupe de référence mondial sur l'estimation et la modélisation du VIH/SIDA et son impact est un exemple de réseau exclusif. Les réseaux publics sont généralement moins spécialisés. Tel est le cas du SAFCO, un forum public indépendant sur la riposte au VIH/SIDA dans les pays francophones de l'Afrique occidentale et centrale. Les personnes souhaitant participer au SAFCO peuvent le faire en se rendant sur le site web <http://www.hivnet.ch/fdp/>.

2.3. Logique de la création de réseaux

Etant donné la complexité de l'épidémie de VIH/SIDA et les capacités variables des pays et institutions en matière de lutte, il existe de grandes différences dans la portée, l'efficacité et la performance des actions contre le VIH/SIDA. En examinant les expériences réalisées partout dans le monde, il est possible d'identifier les approches, politiques, stratégies et technologies efficaces, désignées sous le nom de 'meilleures pratiques' par le Secrétariat et les Coparrainants de l'ONUSIDA. Le processus des meilleures pratiques dépasse la simple documentation : les pratiques et expériences acquises sont encouragées et diffusées par le biais de la Collection Meilleures Pratiques de l'ONUSIDA, de projets pilotes, de programmes à l'échelon pays, de l'assistance technique, des forums d'échange et des Réseaux de ressources techniques. Les RRT contribuent à améliorer la disponibilité du savoir-faire technique et l'accessibilité à ce savoir-faire. Les pays et les groupes locaux sont ainsi aidés dans leur action contre l'épidémie de VIH.

Encadré 3. La logique de la mise en réseaux

- La principale raison de constituer des réseaux est d'améliorer les résultats des programmes de lutte contre le VIH/SIDA, mesurés par une baisse quantifiable de l'incidence du VIH, par une prise en charge adéquate des personnes vivant avec le VIH/SIDA et par l'atténuation des effets sur les personnes, les ménages et les pays.
- En renforçant les capacités, en améliorant la connaissance, en fournissant un appui technique et en partageant les stratégies et les meilleures pratiques, les réseaux ont tout à la fois accru les efforts de prévention du VIH sur le terrain et influé sur l'élaboration des politiques aux niveaux régional et national.

Les efforts accrus déployés dans les pays pour élargir la riposte au VIH/SIDA ont entraîné une augmentation importante de la demande de ressources techniques – information et compétences techniques – dans un nombre croissant de secteurs de programmes. Dans le même temps, les approches programmatiques qui sont efficaces sont souvent particulières aux milieux culturels, financiers et politiques. Les différentes institutions ont apporté des contributions importantes dans des domaines spécifiques de la prévention et de la prise en charge du VIH, et elles continuent à le faire. Mais il devient toujours plus évident que les institutions individuelles, qu’il s’agisse des départements gouvernementaux, des institutions de l’ONU, des organisations non gouvernementales (ONG) ou des groupes de personnes vivant avec le VIH/SIDA, ne sont pas en mesure de faire face seules aux multiples déterminants du VIH. La nécessité d’agir de manière simultanée et en synergie dans toutes sortes de domaines (interventions ciblées, services de santé, communications, réforme juridique, éducation, développement rural et statut de la femme) exige d’aborder simultanément un éventail de questions techniques. Ce phénomène a encore accru, au sein des pays, la nécessité d’évaluer les tendances de l’information et de l’expérience techniques.

Encadré 4. Quels sont les déterminants de la performance dans le domaine de la lutte contre le VIH/SIDA ?

Parmi les principaux facteurs influant sur le niveau de performance, on peut noter :

- Le climat politique, y compris l’engagement politique concret des pouvoirs publics et l’engagement de la société civile
- La capacité — technique, gestionnaire et politique — d’analyser les problèmes et d’élaborer des stratégies efficaces pour les résoudre
- La clarté des objectifs en termes spécifiques et mesurables
- Le fonds d’information et de connaissance
- L’utilisation des acquis scientifiques portant sur les actions efficaces de la lutte contre le VIH/SIDA
- La qualité, la pertinence et l’opportunité des actions
- Les ressources financières et humaines
- La technologie en tant qu’outil d’échange d’information et de connaissance
- La compatibilité entre les interventions et les institutions chargées de les mettre en œuvre

Les réseaux peuvent contribuer à renforcer la riposte au VIH/SIDA en améliorant la qualité du soutien technique dans chacun de ces domaines.

3. Que font les réseaux sur le VIH/SIDA ?

3.1. Fonctions essentielles

Les réseaux contribuent à renforcer les capacités techniques locales, le plaidoyer national et régional, le partage de l'information, le soutien entre pairs et ils facilitent l'action collective. Ils créent des coalitions influentes entre les programmes, en leur apportant la masse critique nécessaire pour riposter au VIH/SIDA aux niveaux mondial, régional et national. Au niveau régional, ils contribuent à résoudre les problèmes transfrontaliers qui peuvent être le moteur ou la conséquence de l'épidémie de VIH/SIDA et au niveau local, ils peuvent se révéler extrêmement utiles pour l'échange de compétences, d'information, de ressources et de soutien entre pairs.

Encadré 5. Les réseaux et la mise en réseaux contribuent :

Au renforcement des capacités

- Ils constituent une ressource sur les différents aspects de la riposte au VIH/SIDA
- Ils renforcent la capacité des communautés et des programmes locaux à riposter au VIH/SIDA, réduisant ainsi la dépendance à l'égard de l'aide extérieure
- Ils permettent l'échange d'expériences mondiales et régionales avec des partenaires à l'échelon pays

A la solidarité et au plaidoyer

- Ils réduisent l'isolement des membres et leur apportent un appui
- Ils renforcent les actions dans des domaines importants mais insuffisamment abordés du VIH/SIDA

A l'échange d'information

- Ils encouragent l'échange d'idées, de notions, d'expériences et de compétences
- Ils permettent l'échange et la documentation des meilleures pratiques issues de l'expérience à l'échelle mondiale, régionale et nationale

Au financement

- Ils permettent la mobilisation et l'utilisation des ressources financières de manière à en obtenir un impact maximum

Et surtout, les réseaux sont réellement en mesure d'encourager l'élaboration de politiques et de programmes nouveaux. Ainsi, ils contribuent à réduire la dépendance d'une région face à l'aide extérieure directe. Cette augmentation de l'autonomie renforce les capacités et accroît le fonctionnement du réseau. Un seul réseau peut ne pas être capable de rem-

plir toutes les fonctions indiquées dans l'Encadré 5, mais plusieurs RRT basés à l'Instituto Nacional de Salud Pública de Cuernavaca, Mexique ont pu remplir la plupart de ces fonctions essentielles (Encadré 6).

Encadré 6. Instituto Nacional de Salud Pública, Cuernavaca, Mexique

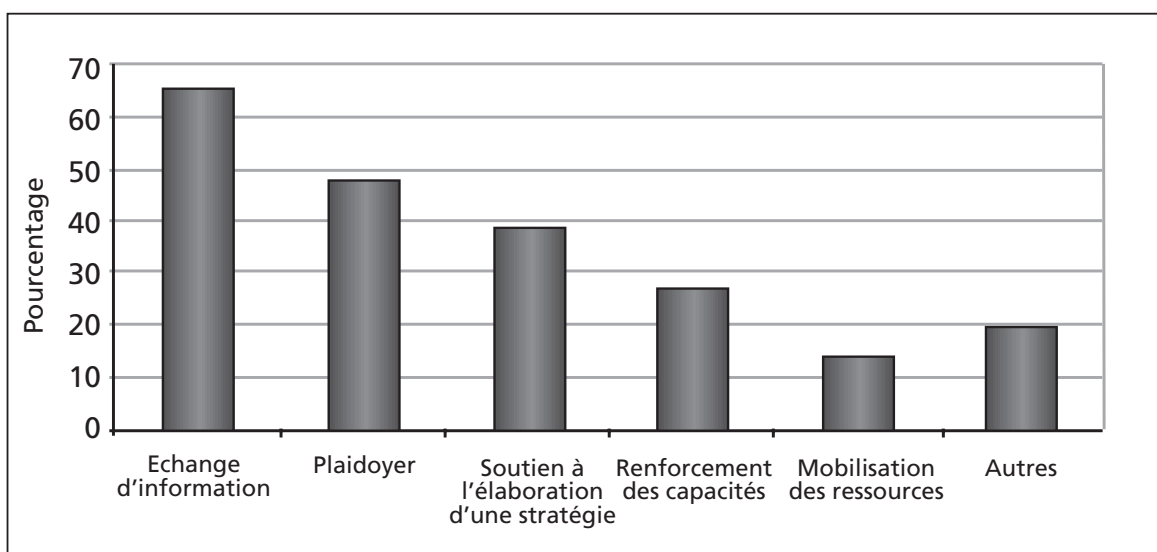
Ce Centre collaborateur de l'ONUSIDA effectue toute une gamme d'activités dans le domaine de l'éducation et de la recherche sur le SIDA. En outre, il est le siège des réseaux suivants :

- **Le Réseau latino-américain sur les femmes et le SIDA (GLAMS).** Ce réseau encourage la recherche et la prévention de l'infection à VIH parmi les femmes en Amérique latine, grâce à l'échange d'information et au plaidoyer. Ses activités comprennent la préparation et la distribution d'un bulletin trimestriel ; l'entretien d'un site web et d'un forum électronique de discussion ; et des publications sur le SIDA et les femmes en Amérique latine. Il est soutenu financièrement par la Fondation MacArthur
- **Le Réseau latino-américain sur le SIDA et l'économie (SEAL).** Ce réseau facilite la communication entre les chercheurs travaillant dans le domaine de l'économie et du SIDA en Amérique latine. Il améliore l'accès à l'information concernant les recherches sur les déterminants et les conséquences économiques du SIDA dans la région. Ses activités comprennent l'entretien d'un site web et d'un forum électronique de discussion ; des publications techniques ; l'entretien d'une bibliothèque virtuelle de littérature 'grise' sur le SIDA et l'économie en Amérique latine ; et l'élaboration de méthodes destinées aux comptabilités nationales sur le SIDA. Il collabore avec les organismes suivants et/ou en reçoit une aide financière : SIDALAC, ONUSIDA et IAEN.
- **Le réseau latino-américain sur le SIDA et la planification stratégique (REDPES).** Ce réseau vise à : (a) faciliter la communication entre les chercheurs et les décideurs qui travaillent sur le SIDA et la planification stratégique en Amérique latine et (b) améliorer l'accès à l'information et renforcer les capacités en matière de planification stratégique sur le SIDA. Ses activités comprennent la fourniture d'une assistance technique sur la planification stratégique et le SIDA ; l'échange d'expériences avec d'autres réseaux régionaux ; l'entretien d'un site web et d'un forum électronique de discussion. Il collabore avec l'ONUSIDA et en reçoit une aide financière. Le REDPES est d'avis que les plans stratégiques doivent être considérés comme des documents d'orientation susceptibles d'être modifiés. Plusieurs pays de la région ont achevé des plans de ce type ou ont élaboré des projets. Dans six pays (Chili, Pérou, Colombie, Guatemala, Honduras et Mexique), le REDPES a soutenu l'élaboration de 'plans intégrés' à l'intention des institutions des Nations Unies dans les groupes thématiques qui appuient les plans stratégiques nationaux.

Dans l'examen des RRT effectué en 1999, les membres du Secrétariat de l'ONUSIDA ont été priés d'identifier les objectifs généraux des réseaux avec lesquels ils collaborent. Plusieurs objectifs pouvaient être indiqués. La Figure 1 présente le pourcentage des réseaux poursuivant les objectifs suivants : (a) échange d'informations, d'expériences ou de résultats scientifiques ; (b) plaidoyer ; (c) soutien à l'élaboration d'une stratégie ; (d) renforcement des capacités par le biais d'ateliers ou de réunions ; (e) mobilisation des ressources ; et (f) autres.

Figure 1. Objectifs des réseaux

(En pourcentage du total des réseaux, n = 52)



Source: ONUSIDA, 1999

L'échange d'informations, d'expériences et de résultats scientifiques constitue l'objectif primordial des réseaux (65,4% ou 34 réseaux), suivi par le plaidoyer (48,1% ou 25 réseaux), le soutien à l'élaboration d'une stratégie (38,5% ou 20 réseaux) et le renforcement des capacités (26,9% ou 14 réseaux). Les autres objectifs (19,2% ou 10 réseaux) portaient sur les analyses de situation et l'estimation des besoins, la promotion de la collaboration/coopération, et/ou la définition des besoins en matière de recherche.

3.2. Les RRT et la gestion des connaissances : la pratique en matière de 'meilleures pratiques'

La gestion des connaissances, c'est la diffusion, l'échange et l'adaptation systématiques de l'information et des expériences. Ces systèmes de gestion des connaissances sont mis en place pour améliorer l'efficacité et la performance d'une organisation. Une bonne partie des premiers travaux sur la gestion des connaissances a été réalisée pour le secteur des affaires, dans lequel l'efficacité est primordiale. Des systèmes susceptibles d'éliminer le gaspillage

peuvent séduire le secteur des entreprises. Mais ils séduisent aussi les organisations de développement, notamment pour ce qui est du transfert des connaissances internes et de la diffusion des 'meilleures pratiques'. Pour ces organisations, pour les directeurs de programmes et les analystes travaillant dans le domaine du VIH/SIDA, le problème crucial consiste à utiliser efficacement les matériels toujours plus nombreux sur les 'meilleures pratiques'. Les RRT facilitent cela en diffusant et en adaptant ces meilleures pratiques.

Les systèmes de gestion des connaissances semblent être le plus efficace lorsque les personnes qui engendrent ces connaissances sont aussi celles qui les gardent en réserve, les expliquent aux autres et leur enseignent comment les appliquer. Mais on a bien démontré que les approches habituelles de la gestion des connaissances élargissent en fait le fossé entre le savoir et le faire (Encadré 7).

Encadré 7. Comment les pratiques habituelles de gestion des connaissances élargissent-elles le fossé entre savoir et faire ?

- Les efforts de gestion des connaissances mettent surtout l'accent sur la technologie et le transfert d'informations codifiées.
- La gestion des connaissances tend à traiter la connaissance comme une chose tangible, comme une marchandise ou une quantité et elle sépare de ce fait la connaissance de son utilisation prévue.
- Les systèmes officiels n'ont pas la possibilité de stocker et de transférer facilement des connaissances qui ne sont pas aisément décrites ou codifiées, mais sont néanmoins essentielles pour appliquer ce que l'on nomme les connaissances 'tacites'.
- Il arrive fréquemment que les personnes chargées du transfert et de la mise en œuvre de la gestion des connaissances ne comprennent pas réellement le travail qui est documenté.
- La gestion des connaissances tend à se centrer sur des pratiques spécifiques, mais ignore l'importance de la philosophie.

Source : Pfeffer J, Sutton R. *The knowing-doing gap : how smart companies turn knowledge into action*. Harvard Business School Press. Cambridge, MA. p. 22. 2000.

Ce qui est important ici, c'est qu'une gestion efficace des connaissances implique le partage d'un savoir-faire en plus du partage de la connaissance. Comment les RRT pourraient-ils servir de mécanisme pour une gestion efficace des connaissances ? Tout d'abord, nous observons que, si elles ne disposent pas des informations et des connaissances pertinentes, les organisations (y compris les gouvernements) sont moins susceptibles de faire les bons choix. Deuxièmement, examinons la théorie de l'apprentissage social, qui affirme que les individus apprennent en observant les autres puis ils les imitent en adoptant un comportement analogue (mais pas nécessairement identique). Une telle modélisation sociale se produit souvent par le biais des réseaux de diffusion. En reliant des innovateurs à d'autres personnes qui s'occupent de problèmes analogues, les RRT peuvent jouer un rôle de catalyseur dans la diffusion des innovations en matière de lutte contre le VIH/SIDA – on les appellera des *réseaux de diffusion*

(Rogers, 1999). Les spécialistes de la diffusion savent depuis longtemps que la décision que prend un individu par rapport à une innovation n'est pas nécessairement un acte instantané. Rogers (1995) présente un modèle du processus de décision par rapport à une innovation que l'on peut consulter à l'Encadré 8. Dans le même temps, des idées analogues peuvent émerger à d'autres endroits pour résoudre des problèmes semblables. Les RRT rassemblent des personnes travaillant dans des contextes différents et leur permettent d'échanger des idées et des outils afin de mieux combattre le VIH/SIDA.

4. Mise en place et gestion des réseaux

4.1. Formation, financement et gestion

Les réseaux sont constitués pour répondre à un besoin reconnu. La formation d'un réseau exige généralement un engagement et un effort considérables de la part d'un petit groupe de personnes ou d'institutions. L'entretien d'un réseau peut également poser des problèmes, lorsque ses fondateurs doivent lutter pour trouver des fonds, des membres, des activités et une structure garantissant la survie et la croissance du réseau. Le Réseau international d'organismes d'entraide et de lutte contre le SIDA (ICASO ; www.icaso.org) a identifié huit étapes essentielles pour constituer un réseau (ICASO, 1997), auxquelles ont été ajoutés les points 9 et 10 (Encadré 8).

Encadré 8. Dix étapes pour constituer et entretenir un réseau

- 1. Préparer un énoncé de l'objectif.** Un énoncé de l'objectif est une déclaration précise et approuvée de la raison d'être d'un réseau, des valeurs sur lesquelles il est fondé et des buts poursuivis par ses membres.
- 2. Définir des buts et des objectifs.** Un but est un énoncé des grandes lignes des changements que les membres souhaitent apporter par leur action. Les objectifs sont des énoncés spécifiques et mesurables des changements souhaités par le réseau dans une période de temps donnée.
- 3. Créer un plan d'action.** Un plan d'action est une série de stades nécessaires à la réalisation des objectifs particuliers. Au minimum, un plan d'action doit (a) identifier les activités nécessaires à la réalisation d'un objectif ; (b) identifier les ressources ; (c) attribuer les responsabilités à divers membres du réseau ; (d) dresser un calendrier des activités ; et (e) mettre en œuvre, surveiller et évaluer.



4. **Fixer des règles de base.** Dès le début de la mise en réseau, il est important de définir comment les membres du réseau doivent interagir. L'ICASO a identifié 13 exemples de règles de base et en voici quelques-unes : (a) venir aux réunions prêts à écouter, réfléchir, discuter et poser des questions ; (b) utiliser son rôle dans le réseau pour consolider le groupe, faciliter la prise de décisions acceptables par tous ; et (c) se tenir informé des problèmes relatifs au travail du réseau, accroître ses connaissances et sa compréhension de toutes les facettes du problème.
5. **Définir un processus de prise de décisions.** Les décisions peuvent se prendre de multiples façons. Dans les réseaux on observe trois formes de prise de décisions : le commandement, la consultation et le consensus.
6. **Préparer un plan de communication.** Ce point traite de la transmission et de la réception en temps utile des informations. Pour communiquer officiellement au sein du réseau, les membres peuvent choisir parmi les options suivantes : réunions, bulletins d'information, télécopie, appels téléphoniques, courriel ou discussion sur le web. Les communications informelles entre les membres sont moins structurées, elles doivent être encouragées et non pas contrariées.
7. **Choisir une structure organisationnelle.** Fondamentalement, la structure doit contribuer à la réalisation des buts du réseau. En pratique, il faudra peut-être créer des unités, y compris des comités ou des groupes de travail, une unité de coordination ou un secrétariat, du personnel de bureau et un organe décisionnel.
8. **Obtenir des ressources.** Trois grandes formes de ressources sont nécessaires pour la mise en réseaux : l'argent, les individus et les contributions en nature.
9. **Définir les responsabilités.** Il s'agit notamment des responsabilités relatives à la prise des décisions et à leur exécution, à la convocation des réunions, à la communication et à la mobilisation des ressources.
10. **Elaborer un plan de suivi et d'évaluation.** Il est nécessaire de formuler un plan de suivi et d'évaluation afin d'estimer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs fixés et pour permettre une action corrective en cas de besoin.

Source : Réseau international d'organismes d'entraide et de lutte contre le SIDA. *HIV/AIDS Networking Guide*. 1997, ICASO. Ottawa. pp. 9-17.

4.2. Enjeux

Les réseaux doivent faire face à de multiples difficultés, notamment des restrictions de temps, des ressources financières limitées, une capacité technique limitée au niveau local, des divergences de vues entre les institutions de financement et des obstacles techniques à la prestation des services du réseau. De la manière dont ces difficultés seront résolues dépendra le succès du réseau. Plusieurs réseaux ont dépassé le stade de formation et réalisé certains de leurs objectifs. Il s'agit notamment du Réseau régional de formation sur le SIDA basé en Afrique (Encadré 9) et du Réseau asiatique de réduction des risques (Encadré 10).

Encadré 9. Le Réseau régional de formation sur le SIDA (RATN), Nairobi, Kenya

Le Réseau régional de formation sur le SIDA (RATN) est novateur et ajoute de la valeur au travail à l'échelon pays. Le RATN comprend 13 institutions partenaires et 9 institutions affiliées en Afrique orientale et australe et travaille avec l'OMS, l'UE ainsi qu'avec des universités en Belgique, au Canada, au Kenya et en Afrique du Sud.

Parmi les avantages qu'il apporte aux pays africains, le RATN soutient l'élaboration de programmes d'enseignement, identifie et soutient des institutions régionales de formation et facilite les communications entre les institutions, les formateurs et les stagiaires. Au milieu de 1999, le RATN avait formé 470 participants venus de 17 pays africains. Les cours comprennent le conseil en matière de SIDA, la prise en charge des IST, les soins communautaires, les communications, l'éducation des adultes, la politique et la planification, la méthodologie de recherche et la gestion des laboratoires. Le RATN est sensible aux questions sexospécifiques pour ce qui est du contenu des cours comme du choix des participants. Les anciens participants au cours remplissent aujourd'hui toutes sortes de fonctions dans le domaine des soins communautaires et du conseil, dans des pays comme le Kenya, le Malawi, la Zambie et le Zimbabwe.

On attend du réseau les effets à long terme suivants : (a) une amélioration des capacités des institutions régionales, afin qu'elles deviennent des centres novateurs de recherche et de formation dans le domaine des IST et du VIH ; (b) une amélioration des compétences des agents de santé IST/SIDA dans la région ; (c) de réels échanges de stratégies et d'information entre les pays de la région ; et (d) une amélioration de la prise en charge et une baisse de l'incidence des IST et du VIH.

Encadré 10. Le Réseau asiatique de réduction des risques (AHRN)

L'AHRN est une organisation régionale qui s'occupe du VIH et de la consommation de drogues injectables. Ce réseau de ressources techniques est devenu un important mécanisme de promotion de la stratégie de réduction des risques en Asie et de renforcement de la prévention du VIH parmi les consommateurs de drogues injectables.

Parmi d'autres avantages pour les pays de la région, le réseau s'est révélé une ressource et un mécanisme précieux pour la mise en place et l'organisation des activités nationales et multinationales de formation en matière de prévention du VIH et de réduction des risques. Ces activités se sont déroulées dans toute l'Asie et ont eu pour participants des décideurs, des agents de santé, des représentants des forces de l'ordre, des spécialistes du traitement de la toxicomanie, des personnels gouvernementaux et non gouvernementaux et d'autres personnes intéressées par la question de la réduction des risques. La formation est une approche utile par le biais de laquelle l'AHRN a renforcé les capacités nationales à agir contre le VIH et la consommation de drogues injectables.

Certaines des leçons tirées de la mise en place et de la gestion de l'AHRN sont résumées ci-après :



- Pour la mise en réseau, les services aux membres et l'obtention de fonds d'une année à l'autre, il a été essentiel de disposer d'un secrétariat financé, et géré par un coordinateur à temps complet (le directeur exécutif).
- L'entretien du réseau a exigé énormément de temps, d'effort et de patience de la part du personnel et de la direction de l'AHRN.
- Il a fallu des compétences professionnelles considérables pour développer les activités de l'AHRN, pour mettre en place son secrétariat et obtenir des fonds.
- Il s'est révélé important de pouvoir disposer d'une base de financement large.
- L'adaptation interculturelle des stratégies de réduction des risques a été cruciale pour leur acceptation.
- Le soutien des organisations et des individus au niveau local a été essentiel pour que le réseau soit reconnu et efficace.

4.3. Technologie de l'information et RRT

Les forums électroniques de discussion sont l'occasion pour les individus d'échanger des idées et des informations sur divers sujets. Certains de ces forums sont ouverts à tous, par exemple AF-AIDS et SEA-AIDS, auxquels peuvent se joindre toutes les personnes ou organisations travaillant dans le domaine du VIH/SIDA ou s'y intéressant (pour participer, s'inscrire par le biais du site www.hivnet.ch/fdp/). Ces forums ont pour but d'encourager les organisations et les individus à partager leurs expériences sur le VIH/SIDA, à s'informer des expériences des autres ou à discuter de sujets d'actualité.

Les groupes électroniques (e-groups) créés par l'Equipe interpays de l'ONUSIDA pour l'Afrique orientale et australe (ICT/ESA) ont pour but de faciliter le passage de l'information et d'aider les RRT à échanger les meilleures pratiques, les recherches et les problèmes émanant des pays (Encadré 11). Les 'e-groups' sont une application sur le web (www.egroups.com) offerte gratuitement à l'utilisateur. Il existe essentiellement deux services associés aux e-groups : une adresse de courriel de groupe et un système de distribution au groupe ; et un site web possédant diverses fonctions qui facilitent la mise en réseaux et l'échange d'information au sein du groupe.

Ces fonctions sont notamment :

- Le *Document Vault* (centre de documentation virtuel). Les documents intéressants peuvent être téléchargés et stockés dans la réserve.
- Des liens vers les pages web pertinentes.
- Une section 'chat' (discussion en ligne) qui peut être utilisée pour des réunions en ligne, etc.
- Une base de données permettant de stocker les coordonnées de tous les membres.
- Un calendrier pour l'organisation des réunions.

Encadré 11. Les RRT et le web : regard sur l'Afrique orientale et australe

L'Equipe interpays de l'ONUSIDA pour l'Afrique orientale et australe facilite l'utilisation des techniques de l'information grâce à des réseaux de ressources techniques. Ces réseaux sont les suivants :

- **E-group de l'ONUSIDA.** Il s'agit d'une plate-forme d'échange d'information entre l'équipe interpays, les Conseillers de programme dans les pays, les experts associés, les présidents des groupes thématiques et les Coparrainants de l'ONUSIDA. Ce réseau est utilisé pour informer les membres des dernières nouvelles régionales et pour échanger des informations sur les activités de l'équipe à l'échelon pays susceptibles d'être utiles aux autres.
- **E-group religieux.** Il a été mis en place pour aider un groupe important d'organisations religieuses à examiner la question de la mobilisation de la communauté dans le contexte de la lutte contre le VIH/SIDA. Ce e-group sera repris par l'association norvégienne Church AID, qui étudie aussi la possibilité de fournir une aide financière aux membres, pour leur permettre de couvrir leurs frais de connexion. Les débats en cours portent sur la question de l'élargissement du groupe à d'autres organes religieux, les invitant à participer à des activités associées au VIH/SIDA.
- **E-group Debt-for-AIDS.** Le but de ce groupe est d'échanger des informations et perspectives pertinentes avec les principales parties intéressées par la question de l'annulation de la dette au bénéfice de la lutte contre le SIDA. De nombreux pays à forte prévalence sont également très endettés auprès des institutions et des gouvernements étrangers. Les obligations relatives au service de la dette réduisent les fonds publics qui pourraient être attribués aux programmes de lutte contre le SIDA. Debt-for-AIDS s'efforce d'atténuer les effets de la pauvreté et de soutenir le développement en plaçant la question de la lutte contre le SIDA dans les principaux instruments de développement de ces pays, notamment les Cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté, les accords d'allègement de la dette et les Cadres des dépenses à moyen terme. Debt-for-AIDS encourage instamment les pays ayant droit à l'allègement de la dette au titre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) à lier une partie des fonds obtenus par l'allègement de la dette aux programmes de lutte contre le SIDA, par des actions à court terme et des buts à moyen terme. Les parties intéressées sont notamment les représentants des pouvoirs publics, de la société civile, des institutions des Nations Unies et des crédateurs. Ce e-group comptait 300 membres au milieu de 2000.
- **E-group VIH/SIDA et médias.** Ce groupe est animé en commun par l'ONUSIDA et SAfAIDS et a pour but d'offrir aux journalistes de la région des informations actualisées sur le VIH/SIDA.

Encadré 12. Les RRT et le web : regard sur la région de l'Asie et du Pacifique

L'Equipe interpays de l'ONUSIDA pour l'Asie et le Pacifique (APICT) anime cinq réseaux électroniques à l'appui des réseaux de ressources techniques. Il s'agit des réseaux suivants :

- **E-group APICT de l'ONUSIDA (APICT-net).** Il s'agit d'une plate-forme d'échange d'information entre les membres de la famille des Nations Unies dans la région de l'Asie et du Pacifique, à l'intention notamment des Conseillers de programme dans les pays, experts associés, présidents des groupes thématiques et Coparrainants de l'ONUSIDA. Ce réseau est utilisé pour informer les membres des nouvelles et manifestations dans la région (AIDSFlash), pour échanger des informations concernant les activités de l'APICT et des Coparrainants de l'ONUSIDA. AIDSFlash est un service de presse bimensuel qui résume les nouvelles sur le VIH/SIDA émanant de plus de 20 sources régionales. Le bulletin électronique est envoyé à tous les réseaux soutenus par l'APICT ainsi qu'à d'autres réseaux/individus intéressés.
- **Le Groupe spécial de l'ANASE sur le E-group SIDA (ATFOAnet).** Ce groupe électronique est animé en commun par l'ONUSIDA et la Division SIDA du Ministère de la santé publique de la Thaïlande. Il fournit aux membres du Groupe de travail de l'ANASE sur le SIDA un forum neutre où débattre des problèmes, identifier d'éventuelles solutions et échanger expériences et informations.
- **E-group du Réseau asiatique d'information sur le SIDA (AAIN).** Ce groupe électronique réunit des organisations qui sont autant de sources d'information sur le VIH/SIDA afin : d'échanger des informations, des expériences et des ressources entre organisations collaboratrices ; de définir clairement les rôles respectifs des différents centres de documentation, et de fournir aux clients de la région une description des services et matériels disponibles ; de réduire les recouvrements dans la fourniture des informations et des matériels sur le VIH ; et de faciliter l'aiguillage des clients vers des sources appropriées d'information et de matériels de bonne qualité. L'ONUSIDA négocie actuellement avec un centre d'information dans la région, qui devrait se charger du réseau.
- **E-group tuberculose, VIH et SIDA.** Ce groupe a été créé pour faciliter la circulation des informations, des idées, des suggestions et des préoccupations relatives à la menace croissante posée par la tuberculose et le VIH/SIDA et pour étudier les moyens d'obtenir une mobilisation sociale susceptible d'élargir l'action contre ce 'duo mortel'.
- **SEA-AIDS.** Créé en 1996, ce réseau a été le premier à lancer la communication électronique dans le domaine du VIH/SIDA en Asie du Sud-Est. Le forum de discussion rassemble quelque 2400 personnes et organisations qui agissent et collaborent avec les pays asiatiques pour lutter contre l'épidémie. Il permet de discuter des problèmes courants liés au VIH/SIDA, d'échanger des expériences concernant les actions efficaces ou non et les nouvelles et événements à venir.

On peut tirer plusieurs leçons de ces expériences :

- Le système e-group est efficace lorsqu'il existe un réel besoin d'échanger des informations (p. ex. un petit groupe d'experts techniques travaillant dans un domaine d'intérêt commun).
- Dans certains cas, le manque de communication peut aussi être dû au fait que les membres eux-mêmes ne sont pas très sûrs de la manière d'utiliser la technologie.
- Il faut beaucoup de temps pour créer et entretenir une base de données, des liens, une base documentaire, etc. Le groupe doit être régulièrement actualisé pour faire en sorte que la liste des membres demeure à jour. Ceci n'est pas nécessairement le cas dans les petits groupes électroniques techniques. D'autre part, lorsque le système est en place, le groupe devient plus facile à entretenir.
- Même s'il n'y a pas de coûts directs, à l'exception de l'électricité et de l'accès au téléphone, il faut un opérateur moyennement qualifié pour animer un groupe électronique.
- Etre basé sur le web (à l'exception de la fonction courriel) peut présenter des problèmes dans les pays dont l'infrastructure de communication est insuffisante. C'est le cas de nombreux pays d'Afrique australe, et par conséquent il est parfois problématique d'accéder à la page web des groupes électroniques, et à toutes les options et fonctions disponibles.
- Certaines personnes n'ont tout simplement pas le temps de lire tous leurs messages et d'y répondre. Les forums de courrier électronique organisés devront peut-être regrouper les messages en résumés, afin de présenter les informations de manière concise et de diminuer le temps nécessaire pour les lire.

Il existe des analogies entre ces conclusions et celles émises par d'autres auteurs (Kumaranayake & Watts, 2000).

L'Internet, comme toute technologie de communication de l'information, n'est pas essentiel à une bonne gestion de l'information. Un RRT qui a défini l'information dont il a besoin et la manière dont la technologie de communication peut être utilisée pour satisfaire ces besoins, sera beaucoup plus avancé qu'un réseau qui, sans avoir soigneusement évalué ses objectifs et ses besoins, utilise largement les ordinateurs, le courriel et l'Internet. Powell (1999) propose un examen plus approfondi de cette question.

5. Plan d'action

Les RRT constituent un moyen d'accélérer la transmission des actions efficaces contre le VIH/SIDA. Il s'agit de systèmes complexes qui présentent des difficultés dans les domaines de la gestion, du financement, du suivi et de l'évaluation.

A court terme, le Secrétariat de l'ONUSIDA collaborera avec ses Coparrainants, les institutions bilatérales et régionales pour renforcer les efforts actuels de soutien à la création de réseaux, en appliquant les stratégies synergiques suivantes :

- **Elaboration de matériels d'information susceptibles d'améliorer la constitution de réseaux.** Le Secrétariat de l'ONUSIDA fournira aux parties intéressées des directives et des matériels d'information pour les aider à mettre en place et à gérer des RRT. Après la publication de ce premier volume, des études de cas sur des réseaux prometteurs seront publiées et diffusées. Les documents en préparation concernent des études de cas du Réseau asiatique de réduction des risques, du Réseau régional de formation sur le SIDA en Afrique, du Réseau de planification stratégique de l'Amérique latine et des Caraïbes et d'InfoDev, l'initiative de communication électronique en Asie du Sud-Est. Pour équiper les réseaux d'instruments permettant une gestion efficace, l'ONUSIDA préparera une synthèse en un volume sur le suivi et l'évaluation des RRT, sur la base des expériences méthodologiques tirées de ces études de cas.

Avec l'intensification des programmes d'action nationaux contre le VIH/SIDA, un accès rapide à des personnes qualifiées susceptibles de contribuer à la mise en place et à l'exécution des programmes se fait plus pressant. Pour répondre à ce besoin, le Secrétariat de l'ONUSIDA, avec l'approbation des coparrainants et des institutions partenaires, élabore un Répertoire de ressources techniques et gestionnaires, en commençant par celles situées en Afrique ou portant sur l'Afrique. La première version du Répertoire doit être publiée au cours du dernier trimestre 2000. Les données validées des versions suivantes seront disponibles sur disquette et sur le site web de l'ONUSIDA d'ici au milieu de 2001. Le Répertoire devrait permettre d'améliorer la création de réseaux en facilitant, pour les responsables et les analystes, l'identification des institutions et des personnes avec lesquelles ils pourraient souhaiter établir des contacts professionnels dans un domaine donné.

- **Elargir la base de connaissances.** Au fur et à mesure de l'augmentation de l'appui politique aux programmes sur le VIH/SIDA, le Secrétariat de l'ONUSIDA examinera les possibilités d'influer sur cet appui politique pour améliorer les financements. Il collabore par exemple avec des institutions partenaires, dont la Banque mondiale et l'USAID, pour élaborer un module sur Debt-for-AIDS (Encadré 11). Lorsque davantage de fonds seront disponibles pour lutter contre le VIH/SIDA, les pays seront plus préoccupés par les questions de programmation et d'utilisation efficaces des ressources que par le manque de fonds. Reconnaisant cette évolution, l'ONUSIDA s'efforce de fournir aux directeurs des Programmes nationaux de lutte contre le SIDA les instruments et les techniques nécessaires à une distribution efficace des ressources. Un nouveau module de formation

concernant l'établissement des priorités au sein des programmes contre le VIH/SIDA, destiné aux analystes et aux responsables des programmes nationaux et des ONG, sera lancé dans le dernier trimestre 2000. Ces matériels de formation renforceront les réseaux de planification stratégique sur le SIDA en Afrique, en Asie et en Amérique latine.

- **Créer et entretenir des réseaux.** Le Secrétariat et les Coparrainants de l'ONUSIDA vont accroître leur soutien aux réseaux existants et encourager la création de nouveaux réseaux, mettant l'accent sur leur capacité potentielle à influencer sur le cours de l'épidémie. Cet appui comprendra notamment des contributions techniques, un capital initial (généralement modeste et destiné spécifiquement à la recherche de ressources plus importantes auprès d'autres sources), le plaidoyer et la diffusion de l'information. Le Réseau de planification stratégique pour l'Afrique occidentale et centrale, lancé en août 2000 à Ouagadougou, en est un bon exemple.
- **Faciliter la communication en faveur de la création de réseaux.** En plus des forums électroniques de discussion, l'ONUSIDA met en place un espace de travail électronique (e-Workspace) dédié au renforcement des capacités et des ressources techniques pour les programmes contre le VIH/SIDA aux niveaux sous-régional et régional. Le prototype est centré sur l'Afrique. Le e-Workspace est un instrument destiné à élaborer, documenter et diffuser des méthodes et des exemples pertinents répondant aux besoins particuliers en matière d'appui technique aux niveaux national et régional. Il s'appuiera sur l'expérience des Coparrainants de l'ONUSIDA, des institutions régionales, des organismes partenaires et des pays clients. Le e-Workspace Afrique a été lancé en octobre 2000.

Références

Kumaranayake L, Watts C. Moderating discussion on the web : opportunities, challenges and lessons learned. *Health Policy and Planning* ; 15(1):116-118. 2000.

ONUSIDA. *Inventory of UNAIDS Networking Activities, Implications for Future Workplan*. Rapport non publié préparé pour le Secrétariat de l'ONUSIDA par Sara Kim. Août 1999.

Pfeffer J, Sutton R. *The knowing-doing gap : how smart companies turn knowledge into action*. Harvard Business School Press. Cambridge, MA, Etats-Unis d'Amérique. 2000.

Powell M. *Information Management for Development Organizations*. 1999, Oxfam. Oxford, Royaume-Uni.

Réseau international d'organismes d'entraide et de lutte contre le SIDA. *HIV/AIDS Networking Guide*. 1997, ICASO. Ottawa, Canada.

Rogers E. *Diffusion of Innovations*. Second Edition, 1995. The Free Press. New York, Etats-Unis d'Amérique.

Starkey P. *Networking for Development*. International Forum for Rural Transport and Development, Londres, Royaume-Uni. 1997.

Le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA) est le principal ambassadeur de l'action mondiale contre le VIH/SIDA. Il unit dans un même effort les activités de lutte contre l'épidémie de sept organisations des Nations Unies : le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF), le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP), le Programme des Nations Unies pour le Contrôle international des Drogues (PNUCID), l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO), l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et la Banque mondiale.

L'ONUSIDA mobilise les actions contre l'épidémie de sept organismes coparrainants, tout en ajoutant à ces efforts des initiatives spéciales. Son but est de conduire et de soutenir l'élargissement de l'action internationale contre le VIH sur tous les fronts et dans tous les domaines – médical, social, économique, culturel et politique, santé publique et droits de la personne. L'ONUSIDA travaille avec un large éventail de partenaires – gouvernements et ONG, spécialistes/chercheurs et non spécialistes – en vue de l'échange de connaissances, de compétences et des meilleures pratiques à l'échelle mondiale.

Les réseaux contribuent à renforcer la capacité technique locale, à élargir le plaidoyer aux niveaux national et régional, à partager l'information, à consolider le soutien entre les pairs et à faciliter les actions collectives. Des réseaux efficaces peuvent renforcer les efforts de prévention du VIH sur le terrain et influencer sur l'élaboration des politiques aux niveaux régional et national. Ce nouvel ouvrage propose des orientations pratiques aux personnes qui souhaitent améliorer leurs compétences en matière de constitution de réseaux. Il représentera également une lecture essentielle pour les groupes de praticiens souhaitant constituer des réseaux techniques sur le SIDA dans des domaines géographiques ou thématiques particuliers.



Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA

ONUSIDA

UNICEF • PNUD • FNUAP • PNUCID
UNESCO • OMS • BANQUE MONDIALE

Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA)

20 avenue Appia, 1211 Genève 27 – Suisse

Tél. (+41 22) 791 46 51 – Fax (+41 22) 791 41 87

Courrier électronique: unaids@unaids.org – Internet: <http://www.unaids.org>

\$10.00